

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,  
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,  
C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*  
*Dokumente des Wallonischen Parlaments, 900 (2013-2014) Nrn. 1 bis 3.*  
*Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 8. Januar 2014.*  
Diskussion  
Abstimmung

—  
VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200396]

**9 JANUARI 2014. — Decreet houdende instemming met de wijziging in de artikelen 25 en 26 van het Verdrag van Helsinki van 17 maart 1992 betreffende de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende waterlopen en internationale meren, aangenomen op 28 november 2003 in Madrid**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** De wijziging in de artikelen 25 en 26 van het Verdrag van Helsinki van 17 maart 1992 betreffende de bescherming en het gebruik van grensoverschrijdende waterlopen en internationale meren, aangenomen op 28 november 2003 in Madrid, zal volkomen gevolg hebben

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 9 januari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*  
*Stukken van het Waals Parlement 900 (2013-2014) Nrs. 1 tot 3.*  
*Volledig verslag, openbare zitting van 8 januari 2014.*  
Bespreking.  
Stemming.

—  
**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2014/200397]

**19 DECEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon organisant un régime transitoire des aides aux investissements dans le secteur agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole, modifiée par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, en date du 9 juin 2013;

Vu l'accord de la Commission européenne en application de l'article 9, § 6, du Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), donné le 5 septembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 septembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 novembre 2013;

Considérant que le changement de programmation de la politique agricole commune et les annonces liées à celui-ci risquent d'engendrer un accroissement des demandes et d'entraver la mise en œuvre du prochain plan de développement rural wallon;

Considérant que des mesures doivent être prises afin de permettre la transition entre les deux périodes de programmation européennes;

Considérant que dans les limites budgétaires disponibles, il faut permettre aux agriculteurs de continuer à investir durant cette période de transition;

Vu l'urgence motivée par les incertitudes relatives à la date de mise en place de la prochaine période de programmation de la politique agricole commune ainsi que l'impossibilité de prévoir la date à laquelle le programme wallon de développement rural sera adopté;

Vu dès lors la nécessité de mettre en place un régime transitoire d'introduction des demandes d'aide à l'investissement et à l'installation, et d'octroi des aides afin de ne pas pénaliser les agriculteurs désireux ou contraints d'investir;

Considérant qu'il est nécessaire que ce régime transitoire entre en vigueur le plus rapidement possible pour éviter un accroissement des demandes et pour éviter certaines entraves à la mise en œuvre du plan de développement rural wallon;

Vu l'avis 54.584/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> arrêté du 19 décembre 2008 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

2<sup>o</sup> arrêté du 17 janvier 2013 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2013 désignant l'organisme payeur de Wallonie pour les fonds FEAGA et Feader, et instituant un comité de suivi de l'organisme payeur de Wallonie;

3<sup>o</sup> fonctionnaire dirigeant : le fonctionnaire visé à l'article 2 de l'arrêté du 17 janvier 2013;

4<sup>o</sup> modèle T : une demande réduite à un seul investissement visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 19 décembre 2008;

5<sup>o</sup> organisme payeur de Wallonie : l'organisme désigné par l'arrêté du 17 janvier 2013.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Un plan d'investissements, introduit en vertu de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, ou réintroduit en vertu de l'article 5, § 3<sup>bis</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008, postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, est irrecevable.

La date d'envoi par voie électronique fait foi.

§ 2. Un plan d'investissements, introduit en vertu de l'article 43 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008, postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, est irrecevable.

La date d'envoi par voie électronique fait foi.

§ 3. Une demande d'adaptation de plan d'investissements, visée à l'article 8, § 5, de l'arrêté du 19 décembre 2008 ou en application de l'article 80, introduite postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté est irrecevable, sauf si la demande porte sur un abandon de plan ou l'avancement de la date de réalisation d'un investissement prévu.

La date d'envoi par voie électronique fait foi.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Seuls les modèles T sont recevables, postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Ils peuvent être introduits indifféremment sans plan d'investissements préalable ou en complément d'un plan d'investissements préalable.

Un modèle T peut uniquement donner lieu à une aide à l'investissement s'il répond aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> le modèle T est introduit via le portail de l'agriculture en Wallonie;

2<sup>o</sup> l'investissement faisant l'objet du modèle T est réalisé au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'année de l'introduction du modèle T;

3<sup>o</sup> l'investissement est de 5.000 euros minimum.

§ 2. Les bénéficiaires des aides tels que visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 19 décembre 2008 peuvent introduire un maximum de deux modèles T entre la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'entrée en vigueur des normes wallonnes qui exécutent le prochain règlement européen pour les aides aux investissements dans le secteur agricole.

§ 3. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, l'aide est de 20 pour cent de l'investissement, plafonnée à 20.000 euros, par modèle T.

§ 4. Le fonctionnaire dirigeant est chargé d'établir la forme du modèle T.

**Art. 4.** L'article 15, 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, de l'arrêté du 19 décembre 2008 ne s'applique pas au modèle T.

**Art. 5.** L'obligation pour le demandeur d'aide du respect du taux de liaison au sol tel que visé à l'article 66 de l'arrêté du 19 décembre 2008 est étendue au modèle T.

**Art. 6.** A l'épuisement de l'enveloppe budgétaire européenne relative aux aides à l'investissement, allouée à la Région wallonne pour la période 2007-2013, l'acceptation des modèles T vaut accord de principe.

L'accord de principe se transforme en promesse ferme lors de l'entrée en vigueur des normes wallonnes qui exécutent le prochain règlement européen pour les aides aux investissements dans le secteur agricole. Il y a transformation en promesse ferme seulement si les dispositions de la prochaine programmation l'autorisent. Dans le cas contraire, l'accord de principe est annulé.

**Art. 7.** Les demandes d'aides à l'installation telles que visées à l'article 22 de l'arrêté du 19 décembre 2008, ou plans de développement tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 26<sup>o</sup>, de l'arrêté du 19 décembre 2008 sont recevables après le 31 décembre 2013 jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire européenne relative aux aides à l'installation allouée à la Région wallonne pour la période 2007-2013. L'acceptation d'une demande d'aide à l'installation ou d'un plan de développement vaut octroi.

A l'épuisement de l'enveloppe budgétaire européenne relative aux aides à l'installation allouée à la Région wallonne pour la période 2007-2013, l'acceptation des demandes d'aides à l'installation ou des plans de développement vaut accord de principe.

L'accord de principe se transforme en promesse ferme lors de l'entrée en vigueur des normes wallonnes qui exécutent le prochain règlement européen pour les aides aux investissements dans le secteur agricole. Il y a transformation en promesse ferme seulement si les dispositions de la prochaine période de programmation l'autorisent. La transformation est totale ou partielle.

**Art. 8.** A l'épuisement de l'enveloppe budgétaire européenne, soit relative aux aides à l'investissement, soit relative aux aides à l'installation pour la période 2007-2013, l'organisme payeur de Wallonie informe les bénéficiaires des aides par voie de presse ou par voie électronique.

**Art. 9.** L'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole est remplacé comme suit : « administration » : l'organisme payeur de Wallonie. ».

**Art. 10.** Dans les articles 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>bis, 5, §§ 4 et 5, 22, § 2bis, 44, 56 et 99 du même arrêté, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> septembre 2011, les mots « Directeur général » sont chaque fois remplacés par les mots « fonctionnaire dirigeant ».

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 12.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200397]

#### 19. DEZEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Übergangsregelung auf dem Gebiet der Beihilfen für Investitionen im Agrarsektor und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Federalbehörde vom 9. Juni 2013;

Aufgrund des am 5. September 2013 in Anwendung von Artikel 9, § 6 der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) gegebenen Einverständnisses der Europäischen Kommission;

Aufgrund des am 16. September 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 21. November 2013 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

In der Erwägung, dass die Änderung der Programmplanung der gemeinsamen Agrarpolitik und die in diesem Zusammenhang gemachten Ankündigungen Gefahr laufen, einen Anstieg der Anzahl Anträge zu verursachen und die Umsetzung des nächsten Programms für ländliche Entwicklung in der Wallonie zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um den Übergang zwischen den beiden Programmplanungszeiträumen zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass den Landwirten im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel die Möglichkeit zu bieten ist, während dieses Übergangszeitraums Investitionen zu tätigen;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Unsicherheit bezüglich des Datums der Einführung des kommenden Programmplanungszeitraums der gemeinsamen Agrarpolitik begründet wird, sowie durch die Tatsache, dass es nicht möglich ist, im Voraus das Datum zu bestimmen, an dem das Programm für ländliche Entwicklung in der Wallonie verabschiedet werden wird;

Aufgrund der Tatsache, dass es daher notwendig ist, eine Übergangsregelung für das Einreichen von Anträgen auf eine Investitionsbeihilfe und eine Beihilfe für die Niederlassung sowie für die Gewährung dieser Beihilfen einzuführen, sodass die Landwirte, die Investitionen tätigen möchten oder die sich dazu gezwungen sehen, nicht benachteiligt werden;

In Erwägung der Notwendigkeit, dass diese Übergangsregelung so schnell wie möglich in Kraft tritt, um einen Anstieg der Anzahl Anträge und eine Beeinträchtigung der Umsetzung des Programms für ländliche Entwicklung in der Wallonie zu vermeiden;

Aufgrund des am 3. Dezember 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 54.584/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen :

1° Erlass vom 19. Dezember 2008 : der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

2° Erlass vom 17. Januar 2013 : der Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Zahlstelle für die Wallonie für die Fonds EGFL und ELER und zur Einrichtung eines Ausschusses zur Überwachung der Zahlstelle für die Wallonie;

3° Leitender Beamter : der in Artikel 2 des Erlasses vom 17. Januar 2013 angeführte Beamte;

4° Musterantrag T : der in Artikel 5, § 1 des Erlasses vom 19. Dezember 2008 angeführte Antrag, der sich auf eine einzige Investition bezieht;

5° Zahlstelle der Wallonie : die durch den Erlass vom 17. Januar 2013 bezeichnete Einrichtung.

**Art. 2** - § 1. Ein nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gemäß Artikel 5, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 eingereichter oder gemäß Artikel 5, § 3bis dieses Erlasses erneut eingereichter Investitionsplan ist unzulässig.

Das Datum der Übermittlung auf elektronischem Wege ist ausschlaggebend.

§ 2. Ein nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gemäß Artikel 43 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 eingereichter Investitionsplan ist unzulässig.

Das Datum der Übermittlung auf elektronischem Wege ist ausschlaggebend.

§ 3. Ein Antrag auf Anpassung des Investitionsplans nach Artikel 8, § 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 oder in Anwendung von Artikel 80, der nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht wird, ist unzulässig, es sei denn der Antrag bezieht sich auf die Rücknahme des Plans oder auf das Vorverlegen des Datums der Verwirklichung einer geplanten Investition.

Das Datum der Übermittlung auf elektronischem Wege ist ausschlaggebend.

**Art. 3** - § 1. Nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses sind ausschließlich die Musteranträge T zulässig. Sie können sowohl ohne vorherigen Investitionsplan als auch zusätzlich zu einem vorherigen Investitionsplan eingereicht werden.

Ein Musterantrag T kann nur dann zur Gewährung einer Investitionsbeihilfe führen, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind :

1° der Musterantrag T wird über das Internetportal der Landwirtschaft in der Wallonie eingereicht;

2° die Investition, auf die sich der Musterantrag T bezieht, wird spätestens am 30. Juni des Jahres nach dem Jahr des Einreichens des Musterantrags T getätigt;

3° die Investition beläuft sich auf wenigstens 5.000 Euro.

§ 2. Die in Artikel 7, § 1 des Erlasses vom 19. Dezember 2008 angeführten Beihilfeberechtigten dürfen höchstens zwei Musteranträge T zwischen dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses und dem Datum des Inkrafttretens der wallonischen Regelungen zur Umsetzung der kommenden europäischen Regelung für die Beihilfen für Investitionen im Agrarsektor einreichen.

§ 3. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel beläuft sich die Beihilfe pro Musterantrag T auf 20 v.H. der Investition, wobei diese Investition auf 20.000 Euro begrenzt ist.

§ 4. Der leitende Beamte wird damit beauftragt, die Form für den Musterantrag T festzulegen.

**Art. 4** - Artikel 15, 1° bis 5° des Erlasses vom 19. Dezember 2008 ist auf den Musterantrag T nicht anwendbar.

**Art. 5** - Die Verpflichtung des Antragstellers, den Anteil der Bodengebundenheit nach Artikel 66 des Erlasses vom 19. Dezember 2008 zu beachten, wird auf den Musterantrag T ausgedehnt.

**Art. 6** - Nach Erschöpfung der zugunsten der Wallonischen Region für den Zeitraum 2007-2013 im Rahmen der Investitionsbeihilfen gewährten europäischen Haushaltsmittel gilt die Tatsache, dass der Musterantrag T genehmigt wird, als prinzipielle Zusage.

Diese prinzipielle Zusage wird bei dem Inkrafttreten der wallonischen Regelungen zur Umsetzung der kommenden europäischen Regelung für die Beihilfen für Investitionen im Agrarsektor in eine feste Zusage umgewandelt. Die Umwandlung in eine feste Zusage erfolgt nur dann, wenn die Bestimmungen der künftigen Programmplanung dies zulassen. Anderenfalls wird die prinzipielle Zusage für nichtig erklärt.

**Art. 7** - Die in Artikel 22 des Erlasses vom 19. Dezember 2008 angeführten Anträgen auf eine Beihilfe für die Niederlassung oder die in Artikel 1, 26° des Erlasses vom 19. Dezember 2008 definierten Entwicklungspläne sind nach dem 31. Dezember 2013 bis zur Erschöpfung der zugunsten der Wallonischen Region für den Zeitraum 2007-2013 im Rahmen der Beihilfen für die Niederlassung gewährten europäischen Haushaltsmittel zulässig. Die Genehmigung eines Antrags auf eine Beihilfe für die Niederlassung oder eines Entwicklungsplans gilt als Gewährung.

Nach Erschöpfung der zugunsten der Wallonischen Region für den Zeitraum 2007-2013 im Rahmen der Beihilfen für die Niederlassung gewährten europäischen Haushaltsmittel gilt die Tatsache, dass die Anträge auf eine Beihilfe für die Niederlassung oder die Entwicklungspläne genehmigt werden, als prinzipielle Zusage.

Diese prinzipielle Zusage wird bei dem Inkrafttreten der wallonischen Regelungen zur Umsetzung der kommenden europäischen Regelung für die Beihilfen für Investitionen im Agrarsektor in eine feste Zusage umgewandelt. Die Umwandlung in eine feste Zusage erfolgt nur dann, wenn die Bestimmungen der künftigen Programmplanung dies zulassen. Diese Umwandlung erfolgt vollständig oder teilweise.

**Art. 8** - Nach Erschöpfung der für den Zeitraum 2007-2013 entweder im Rahmen der Investitionsbeihilfen oder im Rahmen der Beihilfen für die Niederlassung gewährten europäischen Haushaltsmittel informiert die Zahlstelle der Wallonie die Beihilfeberechtigten über die Presse oder auf elektronischem Wege.

**Art. 9** - Artikel 1, 2<sup>o</sup> des Erlasses vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: " "Verwaltung" : die Zahlstelle der Wallonie."

**Art. 10** - In den Artikeln 1, 7bis, 5, § 4 und § 5, 22, § 2bis, 44, 56 und 99 des vorerwähnten Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. September 2011 wird der Wortlaut "Generaldirektor" bzw. "Generaldirektors" jeweils durch den Wortlaut "leitender Beamter" bzw. "leitenden Beamten" ersetzt.

**Art. 11** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 12** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200397]

### 19 DECEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot organisatie van een overgangsregeling voor de investeringssteun in de landbouwsector en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsonwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsonwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsonwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsonwikkeling (ELFPO);

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 9 juni 2013;

Gelet op het akkoord van de Europese Commissie overeenkomstig artikel 9, § 6, van Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun voor plattelandsonwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsonwikkeling (ELFPO), gegeven op 5 september 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 september 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 november 2013;

Overwegende dat de verandering van programmering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de daarmee verband houdende aankondigingen een verhoging van de aanvragen zouden kunnen teweegbrengen en de uitvoering van het komende Waals plan voor landelijke ontwikkeling zouden kunnen verstoren;

Overwegende dat er maatregelen getroffen dienen te worden om de overgang te regelen tussen beide Europese programmeringsperiodes;

Overwegende dat de landbouwers binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen de mogelijkheid moeten krijgen om verder te investeren tijdens deze overgangperiode;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ingegeven door de onzekerheid betreffende de invoering van de komende programmeringsperiode van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de onmogelijkheid om de datum te voorzien waarop het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling aangenomen zal worden;

Gelet op de noodzaak om een overgangsregeling in te voeren voor de indiening van de aanvragen voor investerings- en vestigingssteun, en voor de toekenning van de steun zodat de landbouwers die willen of moeten investeren niet bestraft zouden worden;

Overwegende dat die overgangsregeling zo spoedig mogelijk in werking dient te treden om een verhoging van de aanvragen te voorkomen en ervoor te zorgen dat de uitvoering van het Waalse plan voor landelijke ontwikkeling op één of andere wijze verstoord wordt;

Gelet op advies nr. 54.584/4 van de Raad van State, gegeven op 3 december 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> besluit van 19 december 2008 : het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector;

2<sup>o</sup> besluit van 17 januari 2013 : het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2013 tot aanwijzing van het Waals betaalorgaan voor de Fondsen ELGF en ELFPO en tot instelling van een opvolgingscomité voor het Waals betaalorgaan;

3<sup>o</sup> leidend ambtenaar : de ambtenaar bedoeld in artikel 2 van het besluit van 17 januari 2013;

4° T-model : een aanvraag beperkt tot één enkele investering bedoeld in artikel 5, § 1, van het besluit van 19 december 2008;

5° Waals betaalorgaan : het organisme aangewezen bij besluit van 17 januari 2013.

**Art. 2.** § 1. Een investeringsplan ingediend krachtens artikel 5, § 1, of opnieuw ingediend krachtens artikel 5, § 3bis, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 na de inwerkingtreding van dit besluit is onontvankelijk.

De datum van elektronische verzending geldt als bewijs.

§ 2. Een investeringsplan ingediend krachtens artikel 43 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 na de inwerkingtreding van dit besluit is onontvankelijk.

De datum van elektronische verzending geldt als bewijs.

§ 3. Een aanvraag tot aanpassing van investeringsplannen, bedoeld in artikel 8, § 5, van het besluit van 19 december 2008 overeenkomstig artikel 80, ingediend na de inwerkingtreding van dit besluit is onontvankelijk, behalve als de aanvraag ertoe strekt, van het plan af te zien of de datum voor de verwezenlijking van een voorziene investering te vervroegen.

De datum van elektronische verzending geldt als bewijs.

**Art. 3.** § 1. Enkel de T-modellen zijn ontvankelijk na de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Ze mogen ingediend worden zonder voorafgaand investeringsplan of ter aanvulling van een voorafgaand investeringsplan, al naar gelang.

Een T-model kan enkel aanleiding geven tot een investeringssteun indien het beantwoordt aan volgende voorwaarden :

1° het T-model wordt ingediend via de portaal-site landbouw in Wallonië;

2° de investering waarvoor een T-model wordt gebruikt wordt uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het jaar van indiening van het T-model uitgevoerd;

3° de investering bedraagt minstens 5.000 euro.

§ 2. De steungerechtigden zoals bedoeld in artikel 7, § 1, van het besluit van 19 december 2008 mogen hoogstens twee T-modellen indienen tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en de inwerkingtreding van de Waalse normen genomen ter uitvoering van de eerstvolgende Europese verordening voor investeringsteun in de landbouwsector.

§ 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten bedraagt de steun 20 p.c. van de investering met een maximumbedrag van 20.000 euro per T-model.

§ 4. De leidend ambtenaar moet de vorm van het T-model vaststellen.

**Art. 4.** Artikel 15, 1° tot en met 5°, van het besluit van 19 december 2008 is niet van toepassing op het T-model.

**Art. 5.** De verplichting voor de steunaanvrager om het grondgebondenheidscijfer zoals bedoeld in artikel 66 van het besluit van 19 december 2008 in acht te nemen wordt naar het T-model uitgebreid.

**Art. 6.** Bij uitputting van de Europese begrotingsbedragen voor investeringssteun toegekend aan het Waalse Gewest voor de periode 2007-2013 geldt de aanvaarding van de T-modellen als beginselakkoord.

Het beginselakkoord wordt in vaste toezegging omgevormd bij de inwerkingtreding van de Waalse normen genomen ter uitvoering van het van de eerstvolgende Europese verordening voor investeringsteun in de landbouwsector. Omvorming tot vaste toezegging geldt enkel als de bepalingen van de eerstvolgende programmering dat toelaten. In het tegenovergestelde geval wordt het beginselakkoord nietig verklaard.

**Art. 7.** De aanvragen voor vestigingssteun zoals bedoeld in artikel 22 van het besluit van 19 december 2008 of de ontwikkelingsplannen zoals omschreven in artikel 1, 26°, van het besluit van 19 december 2008 zijn na 31 december 2013 ontvankelijk tot uitputting van de Europese begrotingsbedragen voor vestigingssteun toegekend aan het Waalse Gewest voor de periode 2007-2013. De aanvaarding van een aanvraag voor vestigingssteun of een ontwikkelingsplan geldt als toekenning.

Bij uitputting van de Europese begrotingsbedragen voor vestigingssteun toegekend aan het Waalse Gewest voor de periode 2007-2013 geldt de aanvaarding van de aanvragen voor vestigingssteun of ontwikkelingsplannen als beginselakkoord.

Het beginselakkoord wordt in vaste toezegging omgevormd bij de inwerkingtreding van de Waalse normen genomen ter uitvoering van het van de eerstvolgende Europese verordening voor investeringsteun in de landbouwsector. Omvorming tot vaste toezegging geldt enkel als de bepalingen van de eerstvolgende programmeringsperiode dat toelaten. De omvorming is geheel of gedeeltelijk.

**Art. 8.** Bij uitputting van de bedragen van de Europese begroting voor investeringssteun of voor vestigingssteun voor de periode 2007-2013 licht het Waalse betaalorgaan de steungerechtigden in via de pers of via e-mail.

**Art. 9.** Artikel 1, 2°, van het besluit van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector wordt vervangen als volgt : « bestuur » : Waals betaalorgaan.”.

**Art. 10.** In de artikelen 1, 7°bis, 5, § 4 en 5, 22, § 2bis, 44, 56 en 99 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 september 2011 worden de woorden “Directeur-generaal” telkenmale vervangen door de woorden “leidend ambtenaar”.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 12.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO